

EDF, le nucléaire

ou l'art de la désinformation

**NOUS VOUS
DEVONS PLUS
QUE LA
LUMIÈRE**

EDF, le nucléaire ou l'art de la désinformation

SOMMAIRE

- Effet de serre : l'argument de la dernière chance
Christian David
- Moins mais mieux : les économies d'énergie
Denis Clerc
- Le nucléaire, corne d'abondance ?
Antoine Bonduelle
- Sortir du nucléaire, c'est possible !
Jean-Luc Thierry
- Les chauds et froids d'EDF
Rémy Gendré
- Du vent, du bois, du soleil et des emplois
Henri Dupassieux
- Le nucléaire face à l'opinion publique
Michel Bernard

Un remerciement tout particulier à Raoul Anvelaut pour les contre-publicités et aux rédacteurs (bénévoles) des articles.



Réseau

Sortir du
nucléaire

Fédération de 300 associations
9, rue Dumenge F-69004 LYON
Tél : 04 78 28 29 22 • Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Quand la publicité s'appelait encore la réclame, son but était simple : vendre. Aujourd'hui, c'est un peu plus sophistiqué. Elle se baptise « communication » et a pour fonction de créer une image autour d'un produit.

Qu'un service public — comme EDF — éprouve le besoin d'enchaîner les campagnes publicitaires devrait nous apparaître comme hautement suspect. Quand on a envie de se créer une image, c'est qu'on est mal dans sa peau. Ou que l'on a quelque chose à cacher.

EDF produit de l'électricité qui provient à près de 82 % du nucléaire. Or, depuis Tchernobyl, le nucléaire fait peur. Et pas seulement à quelques utopistes barbus. Tout à coup, l'humanité a pris conscience d'un danger incontrôlable. Le bon peuple s'est aperçu qu'il avait le cul posé sur l'apocalypse. Il devenait donc urgent de le rassurer.

C'est là qu'intervient la pub et sa chirurgie esthétique. À l'image de la centrale dévorée par les fissures, laissant s'échapper les becquerels comme un robinet ouvert, elle a substitué le fantasme du nucléaire propre et sûr. Aussi immaculé qu'une robe de premier communiant. Les mêmes spécialistes qui affirmaient que les nuages radioactifs ukrainiens s'arrêtent à la frontière, sont venus nous soutenir que les centrales qualité France ne risquent pas de nous péter au nez. Pour finalement, en bout de course, en arriver à cette énorme mystification : le nucléaire n'attaque pas la couche d'ozone et protège l'environnement.

Utiliser l'argument écologiste pour défendre la plus sournoise et la plus irréversible des pollutions... Les publicitaires ne manquent pas de toupet. On leur pardonne, c'est leur métier. Par contre, ces salades sont inadmissibles quand elles proviennent d'un service public.

EDF prétend qu'elle nous doit « plus que la lumière ». Pourtant, c'est tout ce qu'on lui demande : de la lumière, produite par une énergie qui ne nous fera pas crever. Ses bobards gros comme Superphénix, elle peut se les garder. Il y a belle lurette qu'on sait que la Terre est ronde. On a beau jeter nos saloperies le plus loin possible, elles finissent toujours par faire le tour et nous revenir dans la tronche.

Gérard Biard, Charlie Hebdo

Puisqu'on
vous dit
que la terre
est plate !

EFFET DE SERRE : L'ARGUMENT DE LA DERNIÈRE CHANCE

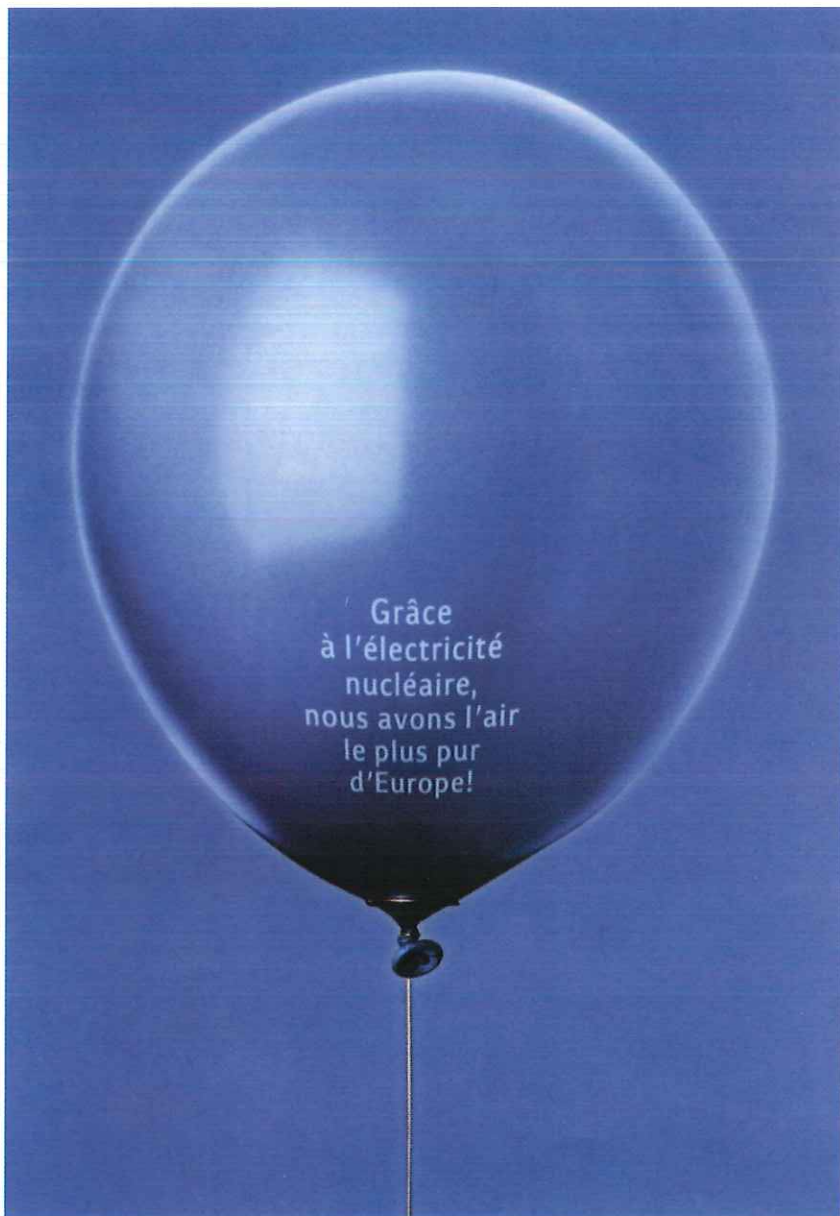
Le mythe du nucléaire censé nous protéger contre l'effet de serre ne résiste pas plus à la réalité que ceux de l'énergie atomique rentable et sans danger. Pour EDF, c'est l'argument de la dernière chance.

D'abord, une précision : sans effet de serre, la température moyenne (toutes saisons et tous lieux pris en compte) ne serait que de $-18\text{ }^{\circ}\text{C}$! Les rayons infrarouges (invisibles mais chauffants) venus du soleil, puis renvoyés par la surface terrestre, sont en partie piégés par l'atmosphère, comme s'il y avait une serre. Certains gaz, comme le CO_2 (gaz carbonique), le méthane, les oxydes d'azote, jouent ce rôle d'écran, et nous garantissent, aujourd'hui, une température moyenne de $+15\text{ }^{\circ}\text{C}$.

Mais une hausse rapide ($+0,5\text{ }^{\circ}\text{C}$ depuis 1900) a été enregistrée. Comparée aux réchauffements entre les glaciations produites depuis la préhistoire ($+0,1\text{ }^{\circ}\text{C}$ par siècle au maximum), elle s'explique difficilement par un phénomène naturel. Ce réchauffement, probablement dû à nos émissions de CO_2 , est plus rapide près des pôles avec des fontes de banquises provoquant des accidents mortels.

Les conséquences envisagées sont nombreuses : $+2\text{ }^{\circ}\text{C}$ en moyenne d'ici 2100 ; montée des mers noyant des îles (exemple : les Maldives) ou une partie du Bangladesh ; extension des régions désertiques (ce fléau a plusieurs causes dont une est l'effet de serre), modification des climats, des écosystèmes, nouveaux flux migratoires... L'estimation de hausse moyenne de température est difficile car la complexité des phénomènes ne permet pas d'arriver à une bonne modélisation et donc une prédiction fiable, de plus le comportement des populations sera déterminant pour réduire les émissions polluantes.

En France, parmi les activités humaines rejetant le plus de CO_2 , signalons les trans-



Publicité EDF, 1997-1998

ports 35 %, l'industrie 24 %, l'agriculture 2 %, le chauffage des habitations et des bureaux 22,5 % alors que la production d'électricité ne contribue "que" pour 16,5 %. Certes, les centrales et le chauffage individuel au fioul, au charbon sont les plus gros producteurs de CO_2 , mais le

lobby nucléaire nous devrait... au moins la lumière sur sa contribution... ! Car il faut prendre en considération l'extraction et l'enrichissement du combustible nucléaire, la construction des centrales nucléaires, le transport du combustible ainsi que celui des déchets (plusieurs milliers de km par an).

L'accident nucléaire,
c'est une région entière
inhabitable pendant
des milliers d'années.

Grâce
à l'électricité
nucléaire,
nous avons l'air
le plus pur
d'Europe!



Contre-publicité EDF, 1998

D'après une étude de *L'Ökonomie Institut* de Darmstadt (Allemagne) cela donne au minimum 28 grammes de CO₂ émis par chaque kWh nucléaire. Multipliez par 376 Twh (= 376 mille milliards de Wh) d'électro-nucléaire produits par EDF en 1997, vous obtenez plus de 10 millions de tonnes rejetées par EDF sur un total de 367 millions de tonnes rejetées en 1990 (3 % soit plus que l'agriculture). Les adeptes du lobby nucléaire ont du mal à se recycler en écologistes... quant à nous, citoyens, en économisant notre consommation d'électricité, nous évitons une partie des rejets de CO₂.

Quant aux énergies renouvelables, elles ne produisent pas ou peu de CO₂. Certes, leur mise en œuvre nécessite souvent des transports, mais plus courts, avec des matériaux plus légers que ceux d'une centrale atomique. Parmi ces énergies renouvelables, seule la filière-bois pourrait poser le problème du rejet de CO₂, par

combustion. Mais, si on remplace l'arbre utilisé dans la chaudière par la plantation d'un nouveau, ce dernier va absorber du CO₂ (pour fixer le carbone nécessaire à sa croissance). C'est pourquoi, dans une forêt en expansion (comme en France), la filière-bois absorbe, en fait, du CO₂.

En économisant l'énergie et en sortant du nucléaire, nous pouvons donc très bien lutter contre l'effet de serre. À condition d'ajouter aux énergies alternatives l'adoption de transports écologistes : vélo, trains..., en évitant, surtout, les déplacements inutiles (pommes du Chili dans nos supermarchés...). Il faut au contraire, privilégier les circuits courts lors de nos achats, par exemple aux marchés auprès de producteurs, ou dans des commerces de proximité, coopératives...

Ce sera, espérons-le, plus efficace que les sommets (Rio, Kyoto, Buenos Aires) où se sont récemment créés des "permis de

polluer" que les États-Unis pourraient acheter au quart-monde.

Cet air devenu commercialisable, nous en avons par-dessus le marché !

Christian DAVID

Pour en savoir plus sur l'effet de serre et le nucléaire :

- Pour recevoir gratuitement la publication de vulgarisation scientifique *Énergie et sécurité* n° 5 (20 pages), "L'énergie nucléaire n'est pas la solution aux changements climatiques de la planète", il suffit de nous à écrire en joignant 2 timbres à 3 F.
- Brochure gratuite, *La France et l'effet de serre*, sur demande à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, 27, rue Louis-Vicat - 75015 Paris.
- Le document en allemand *Vom Ende der Mär : Atomkraft und Klimaschutz* est disponible contre 10 DM auprès de l'Öko-Institut, Postfach 6226, D-79038 Freiburg im Breisgau.

Moins mais mieux :

les économies d'énergie

L'agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME, devenue ADEME) a été créée après le deuxième choc pétrolier. Elle a fait du bon travail. Durant six ans la consommation d'énergie n'a quasiment pas augmenté. Les courbes sont ensuite reparties à la hausse : à quoi bon économiser quand le pétrole redevient bon marché et l'énergie à nouveau abondante ? Kyoto et la réalité de la pollution urbaine lui redonnent un avenir : l'ensemble des pays du monde a pris l'engagement de réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Certes, l'échéance est lointaine (2012) et la réduction limitée (-5 % pour les pays industrialisés), mais pour la première fois, la communauté mondiale reconnaît que *moins, c'est mieux*.

C'est mieux écologiquement, évidemment : les seuls transports automobiles rejettent en France, chaque année, plus de 2,8 tonnes de CO₂ par habitant... dont une partie finit dans nos bronches et celles de nos enfants. Mais c'est mieux économiquement aussi. Le calcul montre que pour réduire d'une tonne les rejets de gaz à effet de serre, il en coûte en moyenne 500 F, alors que pour produire l'éner-

gie qui lui a donné naissance, il en coûte quatre fois plus (et l'on ne dit rien des coûts environnementaux, difficilement chiffrables). C'est pourquoi, à Kyoto, les pays qui consomment beaucoup d'énergie ont accepté de s'engager de façon ferme. EDF, qui n'en loupe pas une, en profite pour vanter son nucléaire, qui, effectivement est une énergie avec peu d'émission de gaz à effet de serre (mais avec émission de déchets) oubliant de dire que 11 600 kWh d'origine nucléaire (équivalent à une tonne de pétrole) coûtent 3 000 F à produire (sans compter le coût du traitement et de gestion des déchets) : six fois plus cher que de réduire d'une tonne l'émission de gaz à effet de serre.

La capitalisme sait compter, et est capable de devenir économe en énergie si une écotaxe ou un permis d'émission coûteux rendent la chose intéressante. Ce n'est pas un hasard si le programme électronucléaire est arrêté aux États-Unis (où les compagnies d'électricité sont privées) et poursuivi en France (où elles sont publiques). La main invisible du marché n'est pas meilleure que la décision publique, mais elle s'adapte et fait où on lui dit de faire.

Le vrai problème est que, désormais, l'essentiel de la progression de consommation d'énergie est liée à l'usage de l'automobile, qui, au nom de la liberté, de l'autonomie et de la rapidité ("flux tendus") échappe à la rationalité économique.

Résultat : la consommation d'énergie des transports a plus que doublé depuis 1982, tandis que celle de chauffage n'augmentait que de 10 %. Le TGV Paris-Rennes peut faire économiser autant de rejets qu'en réduisant de 6 litres à 2,5 litres la consommation unitaire moyenne aux cent kilomètres des voitures roulant sur les autoroutes entre Paris et Rennes.

Réduire les consommations d'énergie est aussi une question politique, parce qu'il faut s'attaquer à de puissants *lobbies* (EDF, transporteurs automobiles) et à des comportements collectifs profondément ancrés. C'est pourquoi la réponse ne viendra pas — seulement — du haut, mais aussi des militants de terrain et des citoyens.

Denis CLERC

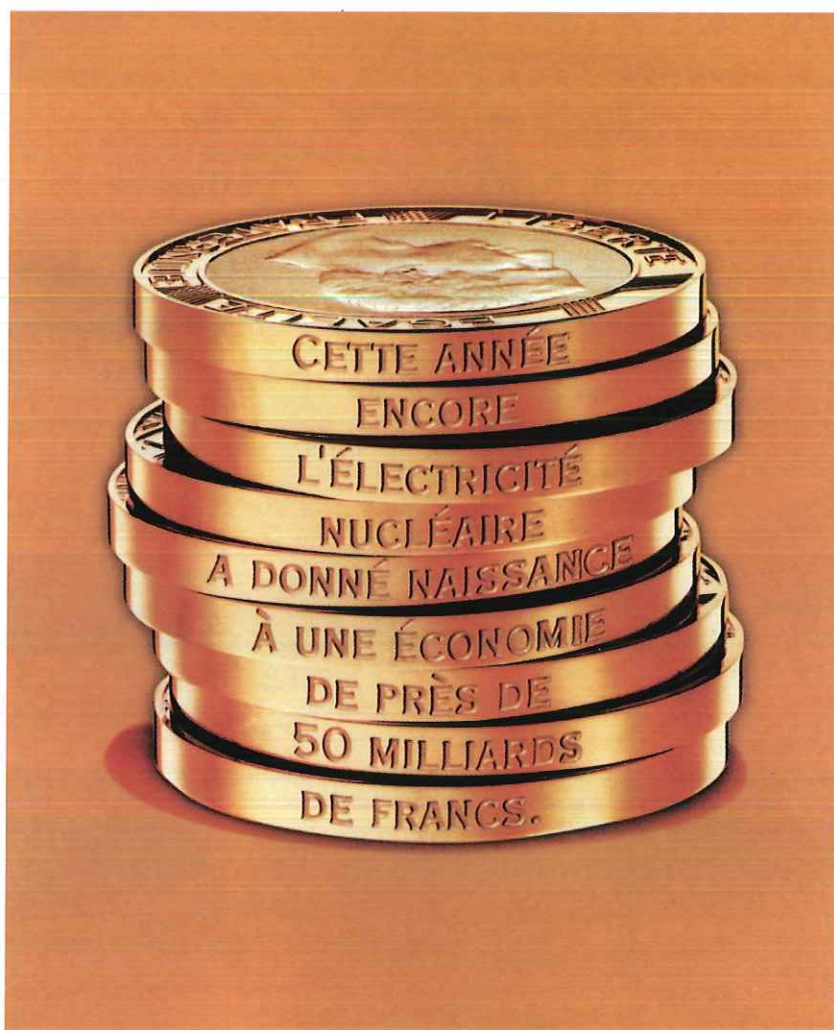
Alternatives économiques

NUCLÉAIRE, CORNE D'ABONDANCE ?

La publicité d'EDF nous répète que le nucléaire économise à la Nation 45 milliards de francs. 30 milliards seraient économisés car il remplace du charbon, tandis que 15 milliards sont gagnés par l'exportation de courant électrique. Examinons ces affirmations.

Le chiffre du charbon, issu d'une ancienne étude des services économiques du CEA¹, considère que le nucléaire est remplacé à l'identique par du charbon. Un scénario correct aurait au moins tenu compte du potentiel de cogénération moins chère que le nucléaire (soit officiellement plus de 12000 MW² et 30 TWh d'électricité). De même, si 80 % de la production française venait du charbon, rien ne justifierait l'exportation d'une part importante de ce courant charbon. Enfin, le développement du chauffage électrique, qui représente actuellement 40 % de l'électricité des ménages (20 % du total vendu en France) n'aurait pas été encouragé. Ces trois postes représentent 170 TWh soit 45 % de la production nucléaire française, excusez du peu... C'est ainsi près de la moitié des centrales nucléaires actuelles que l'on peut estimer inutiles.

Mais combien coûterait le reste ? Si le nucléaire était remplacé par les centrales les plus modernes, celles au cycle combiné au gaz, leur coût serait inférieur à celui du nucléaire. Ce fait, admis officiellement par EDF, est désormais écrit dans le "marbre" des coûts de référence de la DIGEC³. Cet ouvrage fait le point des coûts des centrales électriques. S'il ne conclut pas réellement à la fin du nucléaire, on peut deviner que le nucléaire n'a ses chances qu'en cas de choc gazier (peu probable), de dollar à 6,5 FF (peu probable avec l'euro), de réussite totale du réacteur européen EPR, qui devra être moins cher et plus sûr que le nucléaire actuel (peu probable), et d'aucun progrès des technologies gaz, qui resteraient au même rendement qu'il y a dix ans, soit 52 %. Le dernier point est d'ores et déjà pulvérisé. Les nouvelles turbines issues de l'aéronautique — merci la guer-



Publicité EDF, 1997-1998

re froide — forment la base de centrales dépassant les 60 % de rendement.

Quinze milliards de gain à l'exportation ? Ce chiffre est le chiffre d'affaires et non la marge. Interrogés, les responsables d'EDF revendiquent un ou deux milliards de gain⁴. L'exportation se produit toute l'année et ne fait donc rien pour l'optimisation des productions entre la France et les pays voisins. Il s'agit d'une simple délocalisation, les pays voisins — qui possèdent parfois des parts dans les centrales — important du courant alors que la France garde les déchets et les risques⁵.

En moyenne, le prix de vente pratiqué ces dernières années est de 25 centimes par kilowattheure. Les prix pratiqués avec les plus gros clients, comme l'Italie (24 centimes en 1997) ou la Grande-Bretagne (21 centimes)⁶, sont, eux, inférieurs aux prix moyens d'approvisionnement de l'EDF (soit 22 centimes) augmentés du coût du transport (4 centimes).

Surtout, le coût du nucléaire n'est pas encore connu. Avant d'avoir démantelé une seule centrale classique, bien malin qui peut affirmer que le démantèlement prévu par l'état (soit 15 % du prix de la centrale) sera

tenu. On peut observer qu'en Allemagne ou aux États-Unis, voire près de chez nous à Superphénix, on se rapproche plutôt du 100 % des coûts d'investissement. Le "vrai" coût du nucléaire, une fois connu, se situera plutôt entre 28 et 40 centimes⁷ (dans une hypothèse sans accident majeur).

L'exportation est donc un mauvais calcul pour les consommateurs français, destiné à masquer les erreurs de planification de l'État et d'EDF.

C'est un coût de plusieurs milliards par rapport à des centrales au gaz que devrait indiquer le document d'EDF et non le chiffre erroné de 30 milliards. De même, l'exportation coûte au pays entre plusieurs milliards, voire plusieurs dizaines de milliards, très loin du gain de 15 milliards annoncé. Ce dernier chiffre dépend de ce que nos concitoyens accepteront dans les prochaines années pour le démantèlement des centrales et le sort réservé aux déchets.

Cette publicité de l'EDF est clairement trompeuse. Cependant, la jurisprudence passée nous donne peu confiance en la justice sur ce point. C'est ainsi que la Cour de Cassation a confirmé un jugement favorable à l'EDF en affirmant que le nucléaire est une énergie 100 % française. L'UFC-*Que Choisir* contestait cette affirmation utilisée par convention en France, car l'uranium est entièrement importé (du Niger, d'Australie, etc.), tandis que certaines opérations de l'enrichissement avaient lieu encore récemment en Russie.

Antoine BONDUELLE,
INESTENE (Paris)



1) CEA = Commissariat à l'énergie atomique). Le même service économique du CEA prévoyait encore récemment une multiplication par trois à cinq de la mise en service de réacteurs nucléaires par an (in *La Revue de l'énergie*, n° 448).

2) Étude CEREN-ERDYN pour l'ADEME sur la grande cogénération dans l'industrie et le tertiaire, hypothèse de rentabilité de l'installation sur 12 ans.

3) Direction du gaz, de l'électricité, du charbon, *Les coûts de référence de la production électrique 1997*, Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, 120 F, 20, avenue de Ségur, 75353 Paris.

4) Par exemple, débat public en Maurienne organisé en janvier 1998 par la Coordination nationale sur les lignes à haute tension.

5) Voir *Échanges d'électricité en Europe, le cas de la France*, mai 1996, rapport réalisé par l'INESTENE pour Greenpeace International.

6) Chiffres déduits des statistiques des douanes françaises.

7) *The cost of electricity in Western Europe*, Florentin Krause, IPSEP 1994, Traduction disponible à l'INESTENE (Institut d'évaluation des stratégies sur l'énergie et l'environnement), 5 rue Buot, 75013 Paris.

Contre-publicité EDF, 1998

SORTIR DU NUCLÉAIRE, C'EST POSSIBLE !

En 1997, l'électronucléaire a représenté 82 % de la production d'Électricité de France.

Difficile de faire plus. Le choix nucléaire est érigé en raison d'État et la sortie du nucléaire paraît totalement improbable. La France en resterait assommée, à la merci de trente-six chandelles... À en croire EDF, le ticket français pour le nucléaire est un aller simple. Pourtant la sortie est possible. Et rapidement.

Poser le problème dans le bon sens

■ Sortir du nucléaire, ce n'est pas seulement produire autrement l'électricité fournie actuellement par les centrales atomiques. Avant de parler production, il faut parler des besoins réels (éclairage, transports, chauffage, etc.) et voir comment on peut les satisfaire sans gaspillage.

■ Électricité ne veut pas dire énergie. Officiellement, l'électricité représente environ 40 % de la consommation énergétique nationale, ce qui attribue donc une part de 30 % à l'énergie nucléaire. Mais ces chiffres, qui reposent sur des facteurs de conversion entre différents types d'énergie très favorables au nucléaire, reflètent très mal la réalité. Si on applique les coefficients admis au niveau international, le nucléaire se situerait au-dessous de la barre des 20 % dans le bilan des consommations énergétiques en France.

■ Il ne faut pas confondre production et consommation. La France exporte environ 15 % de sa production électrique, soit l'équivalent d'une dizaine de réacteurs nucléaires. Par ailleurs les producteurs d'énergie nucléaire sont eux-mêmes de gros consommateurs. L'enrichissement de l'uranium (qui sert de combustible dans les centrales nucléaires et le retraitement, (La Hague) en particulier, sont très gourmands en électricité, soit l'équivalent de la production de plusieurs réacteurs nucléaires.

■ Il est assez illusoire de parler d'indépendance énergétique nationale lorsque 100 % d'uranium est importé du Niger ou d'Afrique du Sud.

■ La France n'a pas vocation à se transformer en "château d'eau nucléaire", elle ne doit pas non plus attendre de ne plus avoir besoin d'importer du pétrole pour sortir du nucléaire.

Les options techniques existent

■ Certaines applications sont spécifiques de l'électricité (la plupart des appareils ménagers, les ordinateurs, etc.), d'autres ne le sont pas (chauffage des habitations par exemple). La France continue de consommer énormément de produits pétroliers pour ses automobiles et ses camions, du charbon pour se chauffer, etc. Pour construire un scénario de sortie du nucléaire, il faut mettre l'ensemble de ces aspects en parallèle. Ainsi, pour sortir du nucléaire sans aggraver l'émission des gaz à effet de serre, il faut obtenir des économies importantes dans le secteur des transports.

■ Des économies de consommation d'électricité importantes peuvent être obtenues dans l'habitat (en remplaçant le chauffage électrique par des systèmes plus efficaces et en développant les réseaux de chaleur). On peut obtenir également de très fortes réductions de consommations en accélérant la diffusion d'équipements économes (ampoules, réfrigérateurs...). Pour être efficaces, les politiques de maîtrise de l'énergie doivent être accompagnées d'un véritable contrôle du service public. Sinon quand on construit quelques éoliennes EDF en profite pour renforcer sa publicité sur le chauffage électrique, pour vendre davantage de son électricité nucléaire.

■ Les données officielles (coûts de référence 1997) font ressortir que le nucléaire n'est pas l'énergie la moins chère. Les centrales combinées au gaz (qui produisent à la fois de la chaleur et du gaz) sont plus rentables. À court et moyen terme, une partie du parc nucléaire doit être remplacée par des centrales de ce type.

■ Les énergies renouvelables montent progressivement en puissance. À court terme les éoliennes permettent de produire une électricité relativement bon marché. À moyen terme l'électricité photovoltaïque (produite à partir du rayonnement du soleil) augmentera sa part relative. Mais les énergies renouvelables ne sont pas toutes nouvelles. L'utilisation du bois, par une gestion harmonieuse de nos forêts, pour la production de chaleur et même dans certains cas d'électricité est une option économiquement viable.

En combien de temps ?

Il n'y a pas vraiment d'obstacle technique à une sortie rapide du nucléaire en France. Les besoins actuellement couverts par l'électricité nucléaire peuvent être pris en charge en quelques années par d'autres énergies, au prix, il est vrai, de la perte de certains des investissements. Mais on ne peut faire l'impasse sur d'autres aspects. La mise en place de programmes d'efficacité énergétique (moins de consommation pour un confort égal) nécessiterait une forte mobilisation des consommateurs. D'autres questions restent en chantier : qui va réellement payer (le consommateur ou le contribuable ?), comment lier les problèmes de reconversion de certaines catégories de personnel, comment éviter une montée en flèche des gaz à effet de serre, etc. L'expérience allemande nous apprend que ces problèmes ne peuvent être traités à la légère. Les anti-nucléaires ont des points de vue divers sur le calendrier de sortie : certains privilégient une sortie très rapide avec une intervention massive de l'État, d'autres veulent limiter l'impact économique en planifiant une sortie en fonction des durées d'amortissement des installations nucléaires. En fait, la décision est plus que jamais entre les mains des citoyens. S'ils ne veulent pas vivre plus longtemps avec le risque nucléaire et s'ils n'acceptent pas d'entasser des poisons mortels pour leurs descendants, leur pression doit aboutir à la fois à un programme national pour une transition énergétique et à des fermetures site par site.

Jean-Luc THIERRY

LES CHAUDS ET FROIDS D'EDF

A lors que toutes les compagnies d'électricité étrangères font en sorte d'éviter les pointes de consommation, EdF à tout fait pour la provoquer.

Aujourd'hui, avec le nouveau confort électrique, vous pouvez choisir d'avoir le meilleur du chauffage.

Et avec leurs thermostats électroniques, vous êtes chauffé au dixième de degré près.

Les panneaux rayonnants :

Ils s'harmonisent, en toute discrétion, à tous les styles de décoration. Ils diffusent une chaleur douce et enveloppante.

"Comme c'est agréable, la douce chaleur qui vient de cette page..."

Les radiateurs à accumulation :

Une solution bien étudiée pour allier confort et économies. Ils stockent la chaleur aux heures les plus intéressantes du tarif EDF et la restituent ensuite.

Les nouveaux planchers rayonnants :

Invisibles, ils libèrent l'espace pour l'aménagement de votre intérieur, et procurent une chaleur douce uniformément répartie, sans désagrément pour les jambes.

Les radiateurs sèche-serviettes :

Une touche de confort élégante et astucieuse dans l'endroit de la maison où vous recherchez le plus de bien-être.

Les aides au financement :

Vous pouvez bénéficier d'aides financières sur mesure pour une installation de chauffage performante : primes à la qualité, prêts à taux privilégiés, réductions d'impôts...

Les plafonds rayonnants :

Un nouveau mode de chauffage agréable, intégré au plafond, spécialement adapté aux pièces de grande hauteur.

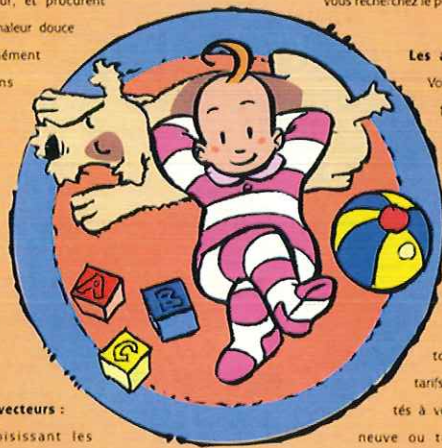
Les conseils EDF :

Pour en savoir plus sur tous les équipements, les tarifs et les aides les plus adaptés à votre projet, construction neuve ou travaux de rénovation,

Les convecteurs :

En choisissant les convecteurs "Elexence", vous avez la garantie d'appareils de qualité.

contactez votre agence EDF GDF SERVICES ou demandez notre documentation au **N° vert 8 000 81 82 83**



Nous vous devons plus que la lumière.

Publicité EDF, 1997-1998

La promotion du chauffage électrique, menée avec vigueur depuis 1974 par EdF aboutit naturellement à une forte augmentation des consommations pendant les mois d'hiver. Cette promotion aboutit à ce qu'un certain nombre de centrales sont en sous-régime une grande partie de l'année. Cette surcapacité de production se fait cruellement sentir en dehors de la période de chauffage. Plutôt que de laisser les centrales à l'arrêt et de faire apparaître l'incohérence d'une politique de promotion du chauffage électrique, EdF cherche par tous les moyens à encourager les consommations en dehors des périodes de pointe. Différentes solutions ont été encouragées comme la bi-énergie (chauffage l'hiver + climatisation l'été) ou l'exportation des surplus de courant qui se négocient en dessous du prix de revient.

Dernière trouvaille : la climatisation

En été, il n'y a plus guère que la production d'eau chaude et l'industrie qui peuvent solliciter nos centrales. EDF cherche alors à nous faire croire que nous ne pouvons plus nous passer de climatiseur ! « Nous visons une croissance rapide. C'est l'axe numéro un de notre politique de vente » affirmait en juillet 1995, dans *Les Échos*, Bernard Monge, directeur du développement et de la stratégie commerciale d'EdF. La première priorité a été le tertiaire : la climatisation y représente plus de 20 % des besoins d'électricité dans ce secteur. Et Bernard Monge de poursuivre : « Si le succès se confirme dans le tertiaire, nous ferons porter ensuite nos efforts sur le secteur résidentiel. Nous espérons que les usagers, une fois habitués à la climatisation dans leurs bureaux, leurs magasins et leur voiture, la réclameront pour leur domicile. »

Tout ce talent et ce dynamisme commercial utilisé pour une chose si bête, quel

gâchis ! Combien d'appartements, de commerces, de bureaux, d'hôtels sont-ils ainsi climatisés en dépit du bon sens avec la complicité de professionnels seulement soucieux de diversifier leurs activités ?

Faire preuve de bon sens

Dans la grande majorité de cas, les problèmes de surchauffe estivale peuvent être traités simplement en agissant sur les causes que peuvent être la chaleur produite par l'éclairage, par certains appareils ou par le soleil. La mauvaise conception des bâtiments est souvent responsable des problèmes de surchauffe. Les toitures et les

façades ouest vitrées, par exemple, qui n'apportent que peu d'énergie en hiver, mais beaucoup en été, sont courantes dans les bâtiments modernes.

L'absence de conscience énergétique des bâtisseurs fait que l'on construit d'abord et qu'ensuite on tente de régler les problèmes. EDF est là, avec la climatisation, pour apporter des solutions toutes faites. Des pays comme la Suisse imposent des ratios de consommation maximale d'électricité et incitent ainsi les maîtres d'œuvre à concevoir des bâtiments peu sensibles aux surchauffes ou faisant appel à des systèmes bien moins énergivores que

la climatisation (protections solaires sur les façades, inertie du bâtiment, ventilation nocturne naturelle...).

On savait le nucléaire dangereux, le problème des déchets insurmontables. Maintenant, grâce à la climatisation, on découvre qu'il nous permet de construire en dépit du bon sens !

*Alter Alsace Energies,
4, rue Maréchal Foch, 68460 Lutterbach*



1) Deux rapports de 1997 dont celui de l'INESTENE (5 rue Buot, 75013 Paris), en font état.

Du vent, du bois, du soleil... et des emplois

Le contenu en emploi dans les énergies renouvelables (investissements et fonctionnement induit) est de 3 à 10 fois plus important que les investissements réalisés dans les énergies fossiles ou le nucléaire.

Certaines filières comme le bois ou le solaire, ont des impacts économiques très décentralisés et au plus près des utilisateurs et du monde rural. C'est donc un atout majeur pour une politique équilibrée de l'aménagement du territoire.

Peu de travaux de recherche existent sur la pertinence économique des filières énergies renouvelables en France. De ce fait, ce sont d'autres pays de la Communauté européenne que nous devons prendre comme référence.

Quelques exemples édifians par filière :

Éolien : l'Allemagne a atteint une puissance installée de 3 000 MW en 1998, le Danemark 1 000 MW, l'Espagne 500 MW, la France... 18 MW seulement et prévoit au mieux 250 MW en 2005. À cette date, l'Allemagne vise entre 5 à 10 000 MW !

L'industrie éolienne emploie déjà 15 000 personnes en Allemagne et 10 000 au Danemark. Ce petit pays a fabriqué en 1996, 1 360 éoliennes d'une puissance moyenne de 550 kW dont 80 % pour l'exportation et un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs.

Ces pays travaillent sur des projets de plateforme *offshore* de 100 éoliennes de 1,5 MW chacune, soit 150 MW au total.

Bois énergie : en Autriche, pays sept fois plus petit que la France, plus de 25 000 chaudières bois ont été installées en 15 ans. En France, le plan bois énergie a permis en 4 ans, l'installation d'une centaine de chaufferies hors industrie !

Un développement à l'autrichienne pour notre pays entraînerait un investissement de plus de 3 milliards de francs par an et 10 000 emplois induits chaque année avec, à terme, dans dix ans, plus de 10 000 emplois dans la filière approvisionnement. La filière bois énergie compte déjà aujourd'hui 25 000 emplois, soit presque autant que GDF : 35 000 emplois.

Solaire thermique : l'Autriche et l'Allemagne produisent chacun 150 à 200 000 m² de capteurs solaires par an contre moins de 5000 m² en France. Moins d'une maison neuve sur 1 000 est équipée de capteurs solaires en France, contre 25 pour 100 en Styrie (Autriche).

Un plan ambitieux pour le solaire thermique en France pourrait engendrer au bout de cinq ans, 2 milliards de francs d'investissements et 450 000 m² installés annuellement, soit 10 000 emplois pour la filière (fabrication et pose).

Solaire photovoltaïque : en 1997, le Livre blanc de la Communauté européenne recommande d'atteindre en 2010 l'objectif de 500 000 toits solaires en Europe.

Les Hollandais viennent de prendre à eux seuls cet engagement. L'Allemagne a réalisé un premier programme de 3 000 toits en 1993, prolongé par un nouveau plan de 200 000 toits en 1998.

Le Japon a annoncé en 1994 un programme de 70 000 toits solaires pour l'an

2000, déjà réalisé à plus de 80 %. Les États-Unis ont lancé un programme d'un million de toits solaires pour 2010.

En France, grâce à l'association *Phébus*¹, 60 installations étaient réalisées en 1996 et un programme de 150 nouvelles installations est en cours, cofinancées par l'Europe. *Photowatt*, fabricant de panneaux photovoltaïques et leader européen installé en Isère, est en pleine expansion : l'effectif de l'entreprise est passé de 100 personnes en 1995 à 400 pour fin 1998. Le chiffre d'affaire doublera entre 1997 et 1998.

Un plan de 10 000 toits solaires par an induirait 5 milliards de francs d'investissements, soit 2 000 à 3 000 emplois, et permettrait de faire baisser fortement les coûts de ces installations qui restent encore trop chères pour le particulier.

Micro-hydraulique : la filière représentait plus de 7 000 emplois. Elle en a perdu 2 500 durant les cinq dernières années, essentiellement du à l'absence de développement en France. La micro-hydraulique est depuis quelques années systématiquement écartée par l'administration avec la complicité d'EdF et des associations de pêcheurs. Environ six mille d'installations seraient envisageables dans des conditions de respect total des contraintes environnementales (débit réservé, passe à poissons, intégration au site...).

Henri DUPASSIEUX

*Association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables (ASDER),
299, rue Granier, 73230 Saint-Alban-Leysse*

1) *Phébus*, 1 rue de l'Oisellerie, 69009 Lyon



L'énergie bois

"Comme
c'est beau,
l'avenir sans
nucléaire..."



L'éolien



Le micro-hydraulique



Le solaire

Nous devons préserver la terre.

LE NUCLÉAIRE FACE À L'OPINION PUBLIQUE

La baromètre annuel sur le nucléaire, géré par Edf, le CEA, la Cogéma et Framatome, indique que 67 % des 2250 personnes sondées entre le 20 et le 28 décembre 1997 estiment qu'« il ne faut pas construire de nouvelles centrales nucléaires mais continuer à faire fonctionner celles qui existent », 15 % estiment qu'« il faut arrêter les centrales » immédiatement et seulement 11 % qu'« il faut continuer à construire de nouvelles centrales ».

En mars 1994, un sondage Edf « *quelle est selon vous l'énergie qu'il faudrait développer en priorité ?* » donne 54 % pour le solaire, 14 % pour le gaz, 11 % pour la géothermie, 4 % pour le charbon, 4 % pour le nucléaire. Autant dire que, pour ces deux dernières énergies, seuls ceux qui y ont un intérêt financier en font la promotion.

À la suite de la manifestation tragique de Malville contre Superphénix, en 1977, le président de la République Valéry Giscard d'Estaing affirmait : « *Il ne saurait être question d'imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés.* » Il faut croire que les chiffres ci-dessus ne sont pas encore assez « profonds » car depuis vingt ans, jamais les choix énergétiques n'ont tenu compte de l'opinion publique : seul l'échec économique du nucléaire a provoqué l'arrêt actuel du programme (56 réacteurs construits contre 200 prévus initialement).

Les forces sont inégales : le budget communication d'Edf a atteint 2,5 milliards de francs pour la seule année 1997, pour un chiffre d'affaires global de près de 200 milliards de francs.

Edf reverse à son comité d'entreprise — géré par la CGT, ce qui explique son engouement pour le nucléaire — 2 milliards de francs par an... soit un budget proche de celui dévolu par le gouvernement à l'Ademe, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Ne parlons même pas des groupes antinucléaires : le budget annuel du Réseau "Sortir du nucléaire", la structure la plus importante, malgré le soutien de 300 associations, atteint juste le million et demi de francs !

Pourquoi ceux qui se revendiquent comme un "service public" utilisent-ils la propagande contre la volonté d'une population ? Nos élus — que les taxes et subventions diverses aident à ranger dans le camps des pro-nucléaires — devraient essayer de répondre à cette question.

On ne peut finalement que s'étonner, dans ces circonstances, de voir que ce sont les antinucléaires qui arrivent le mieux à faire passer leur message. Pourquoi ? Peut-être simplement parce qu'ils disent la vérité ?

Michel BERNARD, *Silence*

Rejoignez le Réseau "Sortir du nucléaire"

Le Réseau "Sortir du nucléaire", fédération d'associations, a pour vocation de réunir plusieurs milliers de personnes qui sont prêtes à exprimer d'une voix forte leur volonté d'une sortie du nucléaire. En nous rassemblant, nous pourrions peser afin de nous faire entendre des décideurs politiques, des responsables de l'industrie nucléaire et des médias. Notre objectif est clair : dynamiser par des campagnes concrètes, l'opposition au nucléaire en France afin que nos représentants politiques décident enfin de sortir notre pays du borbier nucléaire dans lequel il s'est empêtré depuis vingt-cinq ans.

Le Réseau "Sortir du nucléaire", association loi 1901 à but non lucratif, a été initié par un noyau d'une quinzaine d'associations qui se sont réunies régulièrement depuis 1996. En septembre 1997, ces associations ont élaboré une Charte d'objectifs communs pour "Sortir du nucléaire". Aujourd'hui, près de 300 associations et plus de 6 000 individus à travers toute la France mais aussi dans plusieurs pays étrangers ont rejoint le Réseau.

Pour un avenir sans nucléaire, agissons ensemble !

Coupon réponse à retourner à : "Sortir du nucléaire" 9, rue Dumenge F-69004 LYON

Nom/prénom :

Adresse complète :

- Je souhaite recevoir gratuitement le dépliant de présentation du Réseau (incluant la Charte)
- Je souhaite recevoir exemplaire(s) de ce 12 pages. Tarif (port compris) : 15 F l'unité, 100 F les 10 ex.
- Je m'abonne à la *Lettre d'information* (4 numéros par an), abonnement annuel : 50 F.
- Pour aider votre action, je fais un don de : 250 F 150 F 350 F Autre montant : F
- Je souhaite recevoir un reçu fiscal pour bénéficier d'une réduction d'impôt de 50 % du montant du don.

Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire" - CCP 11 170 66 A LYON